

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9<sup>me</sup> ANNEE — N° 97

1<sup>er</sup> février - 14 février 1971

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

## Solidarité ouvrière et racisme

Chacun sait que les difficultés surgies entre la France et l'Algérie au sujet du prix du pétrole ont inauguré une demande de hausse plus générale de la part des pays producteurs. La bourgeoisie des grands pays capitalistes crie son indignation tandis qu'en face on parle de pillage et d'impérialisme.

Parions cependant que les adversaires parviendront à un résultat « honorable pour tous ». En effet, les moyens de pression des Compagnies pétrolières sont puissants et leurs soi-disant opposants, trop corrompus pour être vraiment dangereux.

La classe ouvrière, dans le monde entier, n'a pas à prendre parti dans ces querelles d'épiciers. Ce qui intéresse les Compagnies ce n'est pas de livrer du pétrole, mais de réaliser des bénéfices. Quant aux pays dont le sous-sol renferme le précieux combustible, ils se comportent comme des propriétaires et réclament un loyer aux Compagnies chargées de l'extraction. D'où viennent ces bénéfices et d'où vient ce loyer ? Tout simplement de cette partie du travail employé par les capitalistes et qui n'est pas payée. En un mot, bénéfices et loyers de l'Etat sont de la plus-value capitaliste.

Les travailleurs du pétrole pourraient dire aux responsables des deux parties : « Vous prétendez chacun que l'un de vous vole l'autre. Mais l'objet de l'affaire n'est-il pas de partager entre vous les fruits du travail non payé que vous nous avez extorqué ? Que nous importe lequel d'entre vous sera le plus riche. Une chose est claire, votre objectif est le même : c'est de nous exploiter au maximum. Ne nous parlez plus de conférences ou d'arbitrages : le seul sujet qui vous intéresse est de savoir à quelle sauce nous serons mangés ».

Les divergences qui naissent au sein de la bourgeoisie mondiale, ne doivent pas détourner l'attention des ouvriers du monde entier. Partout, leur but est le même : destruction des Etats bourgeois, dictature du prolétariat et abolition de toute exploitation. Face à l'unité des intérêts capitalistes (unité... par-delà les marchandages) doit se dresser le front uni des ouvriers de tous les pays. Mais qu'en est-il de cette unité, de sa réalité dans la vie sociale et les luttes politiques en France aujourd'hui ? En vérité peu de choses. La solidarité internationale des travailleurs n'est qu'une parole folklorique qui « fait bien » dans les congrès des partis prétendument communistes. Ce n'est même plus un souvenir, c'est une partition pour chorale. Et pourtant, travaillant côte à côte avec leurs frères français, des centaines de milliers d'ouvriers étrangers sont là pour nous rappeler que « les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'on ne peut leur dérober ce qu'ils ne possèdent pas ».

Cinquante ans d'insultes au communisme intégral ont abou-

ti à cette chose bien douce pour la bourgeoisie : le nationalisme chauvin et le racisme au sein de la classe ouvrière. Le P. C. français se moque totalement de la situation des travailleurs étrangers. Après avoir versé des larmes de crocodile l'an passé au sujet des malheureux Noirs morts asphyxiés à Paris, n'a-t-il pas eu l'audace de proposer une loi visant à faire participer les pays d'origine de ces travailleurs à la construction de logements décentes ? Dans l'esprit de ces « communistes » l'envoi à l'étranger d'une bonne partie des salaires payés en France ferait mieux de s'investir en logements. Autant dire à ces travailleurs de se cotiser pour bâtir.

Nous, communistes révolutionnaires, savons que le capitalisme fleurit sur les taudis, les bas salaires et les journées de travail épuisantes. Dans ce domaine les travailleurs étrangers sont gâtés. C'est tout juste, lorsqu'ils tombent malades, si on ne les accuse pas du déficit de la Sécurité Sociale. Leurs grandes familles font frémir le petit-bourgeois apeuré et raciste : il se lamente sur ces « faibles allocations » qui vivent des Allocations. On ne répond pas à de telles insanités, on crache par terre. Si les Allocations et la Sécurité Sociale étaient en faillite du fait de la main-d'œuvre étrangère, les communistes révolutionnaires s'en réjouiraient et exigeraient davantage, jusqu'à faire crouler le système. Il n'est de salut que dans la Révolution ouvrière. Mais le comble n'est pas là : un récent article paru dans "Le Monde" nous apprend que le budget de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales est largement excédentaire pour la catégorie des... travailleurs étrangers. C'est peut-être le seul.

Si l'on se tourne du côté des syndicats, on trouve une belle théorie, des paroles pleines de solidarité. Mais peut-on nous citer une seule action de grève dans laquelle la C.G.T. ait décidé l'unité d'action des ouvriers français pour soutenir les revendications de ces couches les plus pauvres ? Ou l'un ou l'autre : ou bien on patauge parmi les grilles de salaires, la promotion sociale, l'intéressement aux bénéfices et la hiérarchisation, ou bien on lutte pour la progression massive des

salaires les plus bas et par là, des travailleurs étrangers. Finalement le syndicat rejette ces indésirables et se met à la remorque des parvenus de « l'aristocratie ouvrière ». La chose paraît incroyable mais ce sont des curés et des « gauchistes » qui tentent l'alphabétisation de ces déracinés. Le syndicat n'est pas dans le coup. Comment en serait-il autrement, alors qu'il a renié toute perspective de classe ? Rien de sérieux n'est réalisé pour souder les deux communautés ouvrières. Elles n'ont pourtant qu'un seul et même intérêt : l'abolition du capital. Cela est utile à rappeler en des jours où le chômage ne cesse de croître, où la concurrence entre les ouvriers augmente les conditions du travail empirant et le travail devient rare. On entendra certainement des brebis galeuses réclamer des mesures contre « ces étrangers qui mangent notre pain, prennent notre travail et qui veulent augmenter le prix de l'essence ». Quand des prolétaires en arrivent à penser cela, les bourgeois peuvent dormir tranquille et licencier des files. Mais déjà se dessinent les contours de la crise et, avec

(Suite page 4)

## Une municipalité avancée sur la voie du socialisme

Maurice Thorez, ce grand homme d'Etat bourgeois si conscient des nécessités de la production nationale, en serait certainement très fier : la municipalité de Vitry, fief du P.C.F., vient de faire publier ("Le Monde", 19/1/71) des placards de publicité pour inviter les « industriels » (admirer la délicatesse du terme) à s'implanter chez elle : « Industriels qui avez des problèmes de localisation dans la Région Parisienne, une solution : la zone industrielle de Vitry-sur-Seine ».

On peut notamment y lire, après l'énumération des lignes d'autobus et de métro qui peuvent amener de la chair à machines de toute l'agglomération parisienne : « Toutes les conditions sont ainsi réunies pour assurer une exploitation rationnelle des installations industrielles désireuses de développer leurs activités dans un secteur de la région parisienne bénéficiant d'une situation particulièrement avantageuse... » Il n'est pas dit que les « industriels » peuvent compter sur des syndicats particulièrement soucieux de l'ordre et de l'intérêt national, mais ils l'auront compris d'eux-mêmes : ce n'est pas à Vitry qu'on laissera des gauchistes mettre en danger la compétitivité de l'industrie française sur les marchés internationaux — puisque le P. C. F. en est le premier défenseur !

La « municipalité communiste » de Vitry a sans doute oublié qu'en régime capitaliste ce n'est pas « des installations industrielles » qu'on exploite, mais la force de travail des ouvriers. Elle s'en fiche d'ailleurs bien : plus il y aura d'usines dans sa zone, plus elle percevra de taxes, plus ses commerçants feront d'affaires, et mieux pourront fonctionner ses diverses petites combines de gestion. Voilà comment les « démocrates avancés » s'assurent de douillettes carrières grâce à une partie de la plus-value extorquée à la classe ouvrière ; on comprend qu'ils ne cherchent pas à supprimer la plus-value ni les rapports de production capitalistes, mais simplement à s'assurer, dans les municipalités comme au sein de l'Etat bourgeois, les postes qui leur permettront de soi-disant « mieux » gérer les fruits de l'exploitation du prolétariat.

Capitalistes de tous les pays, implantez-vous dans les zones industrielles des municipalités communistes !

## LETTRE D'ITALIE

### Les ombres du "miracle" italien

L'économie italienne est aujourd'hui la septième du monde, ce qui place l'Italie dans le groupe restreint des pays les plus industrialisés. La bourgeoisie locale ne manque pas une occasion d'étaler vaniteusement ces résultats, et l'on sait que les taux d'expansion élevés de l'industrie italienne, ses performances commerciales, en un mot le « miracle économique italien », suscitent l'admiration des bourgeoisies étrangères. Pour nous limiter à un chiffre significatif, la part de l'Italie dans les exportations mondiales est passée de 2,5 % en 1959 à 4,3 % (même niveau que l'U.R.S.S.) en 1969, ce qui représente une augmentation de 72 % ; dans la même période, la part des exportations françaises passait de 4,9 à 5,5 %, soit une augmentation de 12,2 % seulement.

La bourgeoisie italienne s'efforce d'utiliser ces brillants résultats comme arme de propagande. Voyez, dit-elle sans cesse aux masses ouvrières, « nous » pouvons démontrer à tous que démocratie, progressisme et développement économique peuvent aller de pair pour le bien-être national. Après vingt-cinq ans de développement, nous sommes davantage respectés à l'étranger qu'au temps de l'illusoire puissance fasciste. Nous ne sommes plus le pays des « macaroni » et des « lazaroni », mais bien le pays des autoroutes, des appareils électro-ménagers, des voitures. L'étranger nous admire et nous envie.

Cela, c'est l'image idyllique, pour télévision gouvernementale. En réalité, l'exploitation ouvrière n'a jamais été aussi pesante qu'aujourd'hui. Depuis 1945 (date de fondation de la république démocratique basée sur la Résistance), c'est par centaines que les ouvriers sont tombés sous les balles des policiers bourgeois, malgré les promesses des ministres socialistes : « On ne tirera plus sur les chômeurs ».

On a tiré et l'on continue : à Milan comme à Battipaglia ou Avola. La démocratie italienne est toujours prête à répondre aux revendications prolétariennes par une salve de mousquetons. Si des centaines d'ouvriers sont morts au cours de manifestations dans les rues, des centaines de milliers ont été définitivement estropiés et des dizaines de milliers tués par les accidents du travail. Une statistique récente de l'I.N.A.I.L. (Institut national d'assistance aux accidentés du travail) montre d'ailleurs que les accidents du travail, y compris les accidents mortels, sont en augmentation, ainsi du reste que les maladies professionnelles.

Voilà comment le prolétariat italien participe aux fastes de la septième puissance industrielle du monde ; voilà de quel prix se paie « nos » succès bourgeois ! Comme de juste, la classe dominante a la bonté de reconnaître que tout ne va pas pour le mieux, mais elle prêche la patience et la confiance, affirmant que les réformes agissent sûrement et que nous sommes en marche vers de meilleurs

résultats. En réalité, les marxistes savent bien que développement et sous-développement sont intimement liés, même dans les pays « riches » qui offrent les exemples les plus marqués de misère et d'abrutissement.

Dans une société divisée en classes et dont le but est le profit et l'accumulation du capital, la richesse des classes dominantes suppose la misère de l'exploité, et la culture des possédants, l'ignorance des prolétaires. La place que la bourgeoisie italienne s'est taillée sur le marché mondial a été payée de la sueur et du sang du prolétariat italien. En affirmant cela, nous ne cédonnons nullement à on ne sait quel romantisme révolutionnaire ; nous tirons simplement la leçon des faits.

En 1963, en Italie, les analphabètes complets et les semi-analphabètes (à peine capables de signer leur nom) étaient 19.387.000, contre 19.303.000 d'alphabétisés : la majorité de la population ! Une estimation, que les bourgeois considèrent eux-mêmes comme trop optimiste, permet de penser qu'aujourd'hui ces mêmes analphabètes et semi-analphabètes « seulement » 13 ou 15 millions ! (En Calabre, deux tiers des enfants inscrits au cours préparatoire n'achèvent pas leur scolarité primaire : ils travaillent avant ; oui, ils travaillent et nous ne sommes pas dans la Manchester du XIX<sup>e</sup> siècle décrite par le vieil Engels, tellement dépassée, n'est-ce pas.) Il s'agit d'une masse immense de prolétaires pour lesquels s'ouvrent trois perspectives seulement : la surexploitation sur place, l'émigration ou le chômage. Il s'agit de masses qui,

(Suite page 4)

## REUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 12 février, à 20 h. 45, à la Rédaction du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5<sup>e</sup>, métro Gobelins :

ELECTIONS LEGISLATIVES  
OU ELECTIONS MUNICIPALES :

Le bulletin de vote  
n'est pas l'arme du prolétariat



# LAMMERDING AURAIT PU SE « RECONVERTIR » dans une armée démocratique

Le cadavre du S.S. Lammerding, général de la division « Das Reich » de sinistre mémoire, a fourni l'occasion à tous les partis démocrates, P.C.F. en tête, de pincer la corde patriotique et d'exalter les grandes batailles des anti-fascistes en évoquant les crimes de ce général allemand à Tulle et à Oradour, en 1944.

Le P.C.F., en bon parti social-démocrate, se présente toujours comme le chef de file du grand combat de la Démocratie contre le Fascisme.

Le fascisme, selon lui, c'est le retour à la barbarie, la tyrannie sanglante et irrationnelle, une sorte d'erreur monstrueuse de

l'Histoire. Au contraire, la Démocratie serait une forme d'Etat civilisée, « progressiste », un bien commun à toutes les classes qu'il faudrait donc défendre à tout prix des menaces fascistes.

Depuis 1945, tout a été dit sur les crimes des nazis avant et pendant la deuxième guerre impériale : camps de concentration, bombardements des villes, mitraillage des réfugiés civils, massacres d'otages, exécutions sommaires, etc... Tout le monde connaît ces « procédés criminels ». Mais connaît-on vraiment les « bienfaits » de la Démocratie ? La liste en est si longue que nous avons dû nous contenter d'un choix très court :

## 1945 : La démocratie écrase le fascisme.

● **Bombardement par les démocrates anglo-américains de Dresde, ville de repli pour les réfugiés civils et les blessés militaires allemands : plus de 250.000 morts !**

● **Bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima : deux Oradour à l'échelle de la grande industrie ; Lammerding n'était qu'un artisan.**

## 1945 - 1962 : La démocratie française tient ses promesses.

● **Massacres de Madagascar et de Sétif (plus de 45.000 morts) : bombardement des populations civiles qui s'étaient soulevées à cause de la famine. (les « camarades-ministres » du P.C.F. étaient alors au gouvernement et traitaient les insurgés de fascistes !)**

● **Guerre d'Indochine.**

● **Guerre d'Algérie.**

## 1958-? : La coexistence pacifique des démocraties alliées, ou le règlement de comptes par petites nations interposées.

● **Guerre du Vietnam.**

● **Guerre du Moyen-Orient.**

## Comment on fait régner l'ordre démocratique.

### DANS LES DEMOCRATIES OCCIDENTALES :

● **1964 : Intervention des U.S.A. à Saint-Domingue (sans parler de tous les Etats d'Amérique latine où la C.I.A. fait la loi.)**

● **Assassinat des dirigeants syndicaux et des militants noirs par la police démocratique américaine.**

● **Répression en France depuis mai 1968.**

### DANS LES DEMOCRATIES POPULAIRES :

● **1953 - 1956 : Intervention de l'armée « socialiste » contre les ouvriers allemands (Berlin-est), hongrois (Budapest), polonais (Poznan).**

● **1968 : La Tchécoslovaquie.**

● **1970 : Répression des émeutes ouvrières en Pologne.**

Lammerding coupable ? Sans aucun doute, mais ni plus ni moins que tous les autres généraux et les hommes d'Etat qui ont été les artisans de la deuxième guerre impérialiste mondiale, ni plus ni moins que les brigands impérialistes français, russes, américains, anglais, italiens et japonais, ni plus ni moins que les responsables des massacres commis par les serviteurs fidèles du capitalisme après la guerre.

La guerre n'est pas un accident de l'Histoire, mais au contraire la dernière étape du cycle infernal de la société capitaliste : la destruction à grande échelle des marchandises produites en temps

de paix, destruction rendue nécessaire par la surproduction et la saturation des marchés. Il importe peu, dès lors, que les destructeurs de vies et de marchandises soient fascistes ou démocrates : ils servent tous le même maître, le Capital. On ne peut même pas dire que leurs méthodes, au moins, sont différentes, la démocratie ayant su assimiler et perfectionner les méthodes fascistes. C'est pourquoi le prolétariat n'a pas à soutenir sa bourgeoisie nationale contre l'épouvantail du moment, mais doit retourner ses armes contre elle aux cris de : « L'ennemi est dans notre propre pays ! ».

## Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

# Parti de classe et organisation ouvrière

L'article ci-dessous, qui date de 1913 et est dû à la Gauche marxiste italienne, n'a rien perdu de son actualité et est valable internationalement. Il témoigne de la continuité de la position des communistes authentiques à l'égard du mouvement revendicatif et syndical de la classe ouvrière. Nous le dédions à nos « super-socialistes » d'inspiration idéaliste, volontariste et anarchisante qui, dédaignant le difficile travail dans les organisations de masses des salariés, croient pouvoir détruire la terrible dictature du capital par leur battage aussi spectaculaire qu'impuissant de minorités « rebelles ».

La dernière publication de la C.G.L. contient une allusion très nette aux « super-socialistes » qui « dénigrent le mouvement ouvrier ». Nous, marxistes révolutionnaires, nous nous sentons si loin de ces super-socialistes que non seulement nous ne croyons pas que cette dure critique soit dirigée contre nous, mais que nous la partageons et que nous n'aurons pas de termes assez énergiques pour désigner ceux qui mériteraient vraiment l'accusation de mépriser le mouvement ouvrier. Pourtant — et précisément pour cette raison — il ne nous semble pas superflu de revenir sur ce sujet...

La C.G.L. a raison quand elle dit que quiconque est marxiste ne peut mépriser le mouvement ouvrier. Il ne peut le mépriser, parce qu'il le comprend, le matérialisme historique n'étant rien d'autre que « la lumière théorique projetée sur le mouvement prolétarien ». Le socialisme est passé de l'utopie à la science précisément lorsqu'il a adopté la méthode consistant à s'attacher à comprendre et à résoudre la question sociale, à appliquer le critère de la causalité aux phénomènes de la vie sociale. C'est le socialisme scientifique qui a démontré pourquoi le prolétariat organisé en parti de classe est appelé à devenir l'artisan de la révolution sociale ; de la même façon, il explique pourquoi le prolétariat est aujourd'hui ce qu'il est et ne pourrait pas être autrement. Ceux qui critiquent le mouvement ouvrier tombent souvent dans une erreur grossière quand ils jugent les masses à leur échelle personnelle, oubliant l'énorme différence psychologique qui ne peut pas ne pas exister entre les rebelles appartenant à la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie et les travailleurs en tant que membres de la classe exploitée. Les voies qui les conduisent les uns et les autres au socialisme sont bien différentes. Les rares intellectuels qui abandonnent la bourgeoisie pour passer au socialisme le font grâce à leurs études, grâce à une révolte individuelle contre les injustices et les privilèges, et leur esprit n'a pas de peine à concevoir le passage de la société fondée sur le privilège à la société socialiste.

Il s'agit, comme nous l'avons souligné, de cas, exceptionnels, d'individus qui, pour une raison ou une autre, renient les intérêts et l'idéologie de la classe dans laquelle ils sont nés. La transformation mentale d'une classe comme le prolétariat n'est pas aussi facile, parce que l'infériorité et la dépendance économique, le manque de culture, la difficulté à saisir le côté général d'un problème ont engendré chez elle une résignation et une indifférence devant les injustices et les inégalités sociales que seules la grande industrie, la nécessité de s'organiser pour défendre ses intérêts et l'éducation socialiste peuvent extirper définitivement. Si l'on tient compte des conditions sociales et donc aussi morales et intellectuelles dans lesquelles vivent les masses, on n'a pas à s'étonner de l'égoïsme ou de l'indifférence que manifestent certains syndicats de métier ; ce qui est éton-

nant au contraire, c'est qu'ils ne soient pas pires.

Selon nous, le premier devoir de l'intellectuel qui veut servir la cause du prolétariat est de se dépouiller de sa propre psychologie bourgeoise et de faire en sorte de s'assimiler la psychologie du prolétariat. La bourgeoisie comme classe ne peut pas y parvenir — seuls le peuvent les transfuges de la bourgeoisie qui sont bien pénétrés du sérieux de la tâche qu'ils assument et de la modestie de leur contribution au mouvement prolétarien. Il suffit pour cela qu'ils étudient, qu'ils observent et qu'ils disciplinent leur pensée et leur action, qu'ils l'identifient avec la pensée et l'action du prolétariat, c'est-à-dire de la classe qui, pour sortir de son asservissement et parvenir à la conscience de ses droits, à la compréhension des rapports sociaux, à la conviction qu'une société fondée sur l'égalité des droits et des devoirs de tous ses membres remplacera l'actuelle organisation sociale, devra accomplir des efforts héroïques et surmonter quotidiennement d'innombrables obstacles intérieurs et extérieurs.

Tout ce qui entoure le travailleur, tout ce qu'on cherche à lui inculquer tend à perpétuer et développer en lui l'égoïsme, la résignation, l'indifférence à l'égard des injustices sociales. L'ambiance dans laquelle se déroule la vie des masses est la lutte pour l'existence, la concurrence effrénée entre affamés, la nécessité de vendre sa force de travail aux patrons dont l'offre est la moins mauvaise, la peur du chômage, les soucis économiques continus ; c'est de là (sans compter l'influence délétère du travail exténuant, de la sous-alimentation, de l'alcoolisme et des innombrables autres facteurs qui démoralisent et oppriment la classe travailleuse) que résultent leur incapacité à élever leur pensée au-dessus de la lutte pour le pain quotidien et l'autorité qu'exercent sur elles les supérieurs, l'éducation religieuse et militariste, etc.

On ne peut accuser d'égoïsme et de manque d'élan révolutionnaire celui qui ne sent même pas le besoin d'améliorer ses propres conditions d'existence, qui n'éprouve ni révolte ni mécontentement et qui ne songe même pas à défendre ses droits individuels les plus élémentaires. Faire en sorte de développer dans le prolétariat l'aspiration à la liberté et l'égalité sociales, la plus absolues et de le rendre intolérant à l'égard de toute injustice, quelle qu'elle soit, est

le devoir le plus élémentaire de tout socialiste, mais personne n'a le droit d'exiger que le prolétariat soit dès aujourd'hui ce qu'il deviendra un jour.

Le vouloir serait faire abstraction des conditions dans lesquelles il vit, créer des utopies. Or toute utopie est selon nous une aspiration petite-bourgeoise et non pas la manifestation d'une volonté effective, car une telle volonté sait comprendre les obstacles et elle les affronte pour les surmonter.

Le prolétariat n'a pas besoin d'utopies parce que c'est lui qui fait l'histoire et que l'histoire contient en germe la solution la plus révolutionnaire et montre la voie qui conduit à cette solution.

Ce qui n'aurait pu être réalisé par aucun autre moyen est réalisé grâce à la grande industrie. C'est elle qui pousse le prolétariat à s'organiser, ce sont les antagonismes qu'elle crée qui suscitent le mécontentement dans les masses et les poussent à l'union. La stimulation qui pousse les prolétaires à se forger une conscience de classe est toujours égoïste à l'origine. Mais si elle l'est du point de vue subjectif, elle cesse de l'être quand on considère le résultat objectif de tous les efforts des individus pour améliorer leurs conditions d'existence. Ce résultat est utile à toute la classe travailleuse, l'effort individuel se convertit en effort collectif, l'égoïsme devient altruisme parce que peu à peu il devient plus clair aux yeux de chacun que sa cause est la cause commune à tous les exploités. Quand le prolétariat acquiert cette conscience, il accomplit journellement des actes d'héroïsme modestes en apparence, mais révolutionnaires en substance, et toute la lutte de classe moderne est une page sublime d'idéalisme, une page d'autant plus sublime qu'elle est écrite par les plus humbles et les plus résignés.

Les syndicats représentent le premier pas dans le développement de la conscience de classe qui prépare le prolétariat au socialisme. Ils recrutent tous les travailleurs qui, sans être encore socialistes, visent à améliorer leurs conditions d'existence. Le devoir du parti de classe est de favoriser de toutes ses forces l'organisation économique des masses. Un devoir tout aussi élémentaire et urgent est de faire en sorte que, parallèlement à l'organisation syndicale des travailleurs, se développe une intense propagande socialiste pour que les masses sentent toujours plus impérieusement la solidarité de tous les exploités, et aspirent à la libération totale, afin que ce qui n'est encore aujourd'hui que le rêve ardent de rares précurseurs devienne demain le désir conscient des multitudes.

(«L'Avanti», 1913)

### Correspondance :

« le prolétaire »

B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

### Versements :

« le prolétaire »

C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

### Abonnements :

« le prolétaire »

1 an : 10 F (100 FB)

6 mois : 5 F (50 FB)

(pli fermé : 15 et 7,50 F)

« programme communiste »

1 an : 15 F (150 FB)

« programme communiste »

et « le prolétaire »

1 an : 25 F (250 FB)

### Bulletin d'abonnement

NOM : .....

Prénoms : .....

Adresse : .....

.....

★ « prolétaire » : 6 mois.

★ « prolétaire » : 1 an.

★ « programme communiste »

★ combiné.

(entourer l'étoile)



# Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 87, 89, 91 et 93 du "prolétaire").

## La seconde "trahison"

Dans les campagnes, les propriétaires terriens virent dans le coup de Tchiang le signal de la revanche, et ils commencèrent à s'opposer au mouvement des paysans en organisant les fameuses milices patronales, les *mint'van*. Lorsque les paysans demandaient de l'aide au gouvernement pour résister à ces bandes de tueurs, celui-ci répondait en déplorant les « excès » du mouvement rural. Des généraux se mutinèrent et se rallièrent à Tchiang Kai-shek. Les grandes puissances européennes assiégeaient Wuhan par la mer et ne faisaient aucun crédit à son gouvernement. Pendant ce temps, dans le Hunan et dans le Hupeh le mouvement paysan arrivait à son apogée au printemps 1927 : les associations paysannes rassemblèrent jusqu'à 10 millions d'agriculteurs. Les terres des propriétaires fonciers furent confisquées et partagées, les fonctionnaires corrompus furent chassés des villages, des tribunaux de paysans furent institués pour juger les grands propriétaires. Mais le gouvernement qui entre temps, comme on l'a déjà dit, s'était adjoint deux communistes, l'un au ministère du travail et l'autre au Ministère de l'agriculture, n'intervenait que pour freiner les actions spontanées. En réalité, tout le programme agraire du gouvernement de Wuhan consistait à renvoyer la réforme agraire aux lendemains de l'achèvement de la révolution nationale !

Les communistes eux-mêmes ne purent jamais donner aux paysans aucune directive, car toute réforme agraire sérieuse exigeait qu'on attaqué les privilèges de la bourgeoisie, avec laquelle ils voulaient au contraire collaborer. Le ministre « communiste » de l'agriculture lui-même fit savoir aux paysans que leurs excès seraient punis, et qu'il ne fallait à aucun prix toucher aux terres des « officiers de l'armée révolutionnaire ». Cela signifiait qu'aucune propriété ne devait être expropriée, puisque tous les propriétaires terriens étaient d'une manière ou d'une autre

liés aux officiers de l'armée « révolutionnaire ».

Le gouvernement refusait d'envoyer des troupes pour défendre les paysans attaqués par les *mint'van* et par les troupes des généraux rebelles, et en même temps il les empêchait de s'armer ou d'utiliser, pour se défendre, les armes dont ils disposaient. Le résultat de tout cela fut l'abandon du mouvement à la répression qui culmina dans le massacre de Changsha, capitale du Hunan, le 21 mai 1927. Il s'y passa la même chose qu'à Shanghai un mois auparavant, et cette fois sur l'ordre d'un général « révolutionnaire » de Wuhan. Du 21 au 24 mai les exécutions en masse de paysans se succédèrent ; chaque matin et chaque soir, hommes, femmes et enfants étaient massacrés à la mitrailleuse sous les murs de la ville. Aussitôt après le 21 mai, les paysans firent une tentative pour réagir et organisèrent les faibles forces dont ils disposaient en une armée qui devait marcher sur Changsha où se trouvaient environ 1700 soldats. Mais au dernier moment le Conseil général des syndicats leur donna l'ordre de ne pas bouger, parce que « le gouvernement central (avait) nommé un comité de cinq personnes... pour régler l'incident de Changsha » (Isaacs, p. 287.).

Les paysans se retirèrent : Tchiang Kai-shek eut le temps d'envoyer des renforts à la garnison de Changsha, et la « commission d'enquête » fut arrêtée et renvoyée à Wuhan.

Dès lors la réaction s'abattit sur tout le Hunan et le Hupeh, tandis que le gouvernement de Wuhan prenait délibérément la défense de la répression. Le 26 juin un de ses représentants affirmait : « J'ai trouvé que les » mouvement ouvrier et paysans, induits en erreur par leurs dirigeants, ont perdu tout frein et ont entamé un règne de terreur contre le peuple... Voyant cet état de choses... les soldats cantonnés au Hunan se sont soulevés pour assurer leur propre défense... » (Isaacs, p. 302). Au même moment, le Plénum de l'exécutif du Komintern qui se réunissait justement à Moscou, reprenait les directives de Staline invitant les communistes chinois à conserver leur alliance avec le Kuomintang et à freiner le mouvement paysan en utilisant l'autorité du parti, et se contentait de demander vaguement qu'on juge et qu'on punisse les contre-révolutionnaires. Le jour même du massacre de Changsha d'ailleurs, l'organe officiel du Komintern répétait que « les ouvriers et les paysans pauvres » étaient « la base la plus sûre » du Kuomintang, et donc de la révolution chinoise : en réalité, ils en étaient les victimes après en avoir été les instruments !

Le 1er juin, un télégramme du Kremlin ordonne au P.C.C. : 1) de confisquer les terres des grands et des petits propriétaires, mais sans toucher à celles des officiers ; 2) d'arrêter l'action « trop vigoureuse » des paysans ; 3) de chasser les généraux peu sûrs, d'armer 20.000 communistes et de choisir 50.000 ouvriers et paysans pour mettre sur pied une nouvelle armée ; 4) de faire entrer dans le comité central du Kuomintang de nouveaux éléments ouvriers et paysans, pour remplacer les anciens membres ; 5)

d'organiser un tribunal révolutionnaire sous la présidence d'une personnalité connue du Kuomintang pour juger les officiers réactionnaires (Voir "Lettre aux camarades" de Chen Touhsiou, secrétaire général du P.C.C. - "La question chinoise dans l'I.C.", p. 302). C'était une série de directives parfaitement contradictoires : soutenir le gouvernement et même le renforcer avec de nouveaux éléments prolétariens, et en même temps « organiser une nouvelle armée » ; confisquer les terres des grands et petits propriétaires, mais épargner celles des « officiers », comme si ces derniers appartenaient à une classe différente ; juger les contre-révolutionnaires, mais dans un tribunal présidé par un membre du parti qui les réchauffait précisément dans son sein.

Le 28 mai, Trotsky tout à fait ignorant de ces dispositions, mais présageant ce que le récent Plénum aurait décidé, et extrêmement sensible aux développements d'une situation dramatique, adressait une nouvelle lettre à l'exécutif de l'Internationale : « Le Plénum ferait bien d'annuler la résolution de Boukharine et de la remplacer par une autre ainsi conçue : 1) les ouvriers et les paysans ne doivent pas faire confiance aux chefs du Kuomintang de gauche, mais créer leurs soviets avec les soldats ; 2) les Soviets doivent armer les ouvriers et les paysans d'avant-garde ; 3) le Parti communiste doit s'assurer une indépendance complète, se donner une presse quotidienne, diriger la tâche d'organisation des Soviets ; 4) les terres des propriétaires fonciers doivent toutes être immédiatement confisquées ; 5) la bureaucratie réactionnaire doit être immédiatement supprimée ; 6) les généraux qui ont trahi et les contre-révolutionnaires en général doivent être fusillés sur place ; 7) d'une manière générale il faut aller vers l'instauration d'une dictature révolutionnaire par la création de conseils d'ouvriers et de paysans. »

Et dans son discours prononcé le 1<sup>er</sup> août devant le Comité central et la commission de contrôle du Parti russe, il dira en rappelant la nouvelle « trahison », celle du Kuomintang dit de gauche : « Comprenez-moi bien : il ne s'agit pas de trahisons individuelles de militants chinois du Kuomintang, de condottière chinois de droite ou de gauche, de fonctionnaires syndicaux anglais, de communistes chinois ou britanniques. Quand on voyage en train, on dirait que c'est le paysage qui bouge. Tout le mal vient de ce que vous avez eu confiance dans des gens qui n'auraient jamais dû vous inspirer confiance, et de ce que vous avez sous-estimé la préparation révolutionnaire des masses, préparation qui exige avant tout qu'on leur inocule la méfiance envers les réformistes et les divers centristes "de gauche", comme envers toute mentalité de juste milieu. La vertu cardinale du bolchévisme est d'avoir cette méfiance à un degré supérieur... tandis que vous avez agi et agissez dans un sens diamétralement opposé. Vous inoculez aux jeunes partis

» communistes l'espoir que la bourgeoisie libérale se déplacera un peu plus à gauche, et la confiance dans les politiciens libéraux des trade-unions. Vous empêchez l'éducation des bolchéviks anglais et chinois. Voilà d'où viennent ces "trahisons" qui à chaque fois vous prennent par surprise ! »

Il n'avait pas fallu attendre longtemps pour se laisser prendre une nouvelle fois au dépourvu : en juin 1927 la répression sévit dans la Chine entière. Partout, sauf à Wuhan, les syndicats sont réduits à la clandestinité. Les communistes ont été chassés du gouvernement régional du Kiangsi. A Wuhan également, on commence à parler d'expulser les communistes du Kuomintang, parce qu'ils n'ont « pas tenu leurs engagements et ont saboté les actions du front national ». Les communistes sont considérés comme responsables des « excès » du mouvement agraire et du mouvement ouvrier. C'est dans cette situation que les ministres « communistes » offrent spontanément d'abandonner leurs postes au gouvernement pour « sauvegarder l'unité », et dé-

missionnent effectivement. Le 29 juin, encore, l'organe de l'Internationale répète : « Qui mènera à bien la réforme agraire ? Par son passé historique, sa structure sociale, ses perspectives de développement, le Kuomintang peut et doit être transformé en un organe de la dictature démocratique » (souligné par nous. La "Correspondance internationale", 29-6-1927. Reproduit dans "Isaacs", p. 314).

Le 15 juin, la réaction ouverte se déchaîne également à Wuhan. Le Conseil du Kuomintang, réuni à cette date, impose aux communistes membres du Kuomintang de quitter leur parti. Les jours suivants les syndicats sont attaqués à main armée. Quelques jours plus tard, Nankin et Wuhan échangeaient des télégrammes de félicitations et décidaient d'abandonner « tout sentiment d'hostilité ».

Ainsi se terminait le deuxième acte de la tragédie du prolétariat chinois, sacrifié par le stalinisme sur l'autel de l'unité nationale.

(à suivre)

**Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :**

**il programma comunista**  
journal bi-mensuel  
et  
**il sindacato rosso**  
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "prolétaire"

## Cuba : de la canne au bâton

On se souvient que la récolte de canne à sucre de Cuba, l'année dernière, n'a pas atteint les chiffres fixés malgré un effort surhumain des travailleurs.

Devant cette situation, le Castisme réagit de la même façon que les autres « socialismes » du même acabit : par la trique. Ces Etats, dont d'incorrigibles trotskystes cherchent à déterminer dans quelle mesure ils sont « ouvriers » ou « ouvriers dégénérés », présentent toutes les caractéristiques des Etats bourgeois ; ils sont assujettis aux lois draconiennes du marché mondial, et subissent la pression des grands impérialismes. Aussi « l'émancipation » qu'ils promettent, au nom du socialisme, à leurs prolétaires, est-elle une même aliénation au capital.

Castro a donc décidé, selon "Le Monde" des 3 et 4 janvier, que « 1971 sera l'année de la productivité » ; « question fondamentale pour les travailleurs du pays » : la paresse, « symptôme de faiblesse idéologique », doit être radicalement « extirpée ». « L'heure est venue, a dit Castro, de faire sérieusement la chasse à toutes les activités délictueuses, parasitaires et antisociales ». Le gouvernement espère que la production sucrière avoisinera 7 millions de tonnes en 1971, et peut-être même 10 millions. Pour y parvenir, la province de La Havane « mobilisera » 25 à 30.000 hommes pour couper la canne dans les provinces de Camagüey et de La Villas où la main-d'œuvre manque.

Voilà qui rappelle singulièrement la belle époque du productivisme stalinien. Il n'y manque que le mouchardage, la délation policière. Mais ça n'a pas tardé, comme nous l'apprend « Le Monde » du 5 janvier : « Au terme d'une nouvelle loi... tout homme sans emploi, de 17 à 60 ans (à l'exclusion des étudiants), peut être condamné au travail forcé pour une durée de 6 mois à 2 ans... Les travailleurs ayant quitté leur emploi pendant plus de 15 jours sans justification, pourront être condamnés à des séjours d'un an dans un camp de rééducation... Le public et les organisations ouvrières, sont invités à signaler les clochards et les désœuvrés aux autorités. »

Depuis l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, qui condamnait les paysans pour « vagabondage » parce qu'ils refusaient le labeur forcé dans les manufactures, jusqu'à la Russie de Staline avec son « livret de travail » et ses sinistres bagnes, le capitalisme « à marche forcée » emploie toujours les mêmes procédés. Le « socialisme » cubain, qui en arrive à combattre la paresse et clochardise en raison inverse de la baisse du prix mondial du sucre, avoue par là, tout à la fois son échec social et sa nature économique réelle.

Dans tous les Etats qui s'inspirent du « socialisme » en un seul pays » cher à Staline, il n'est qu'un seul domaine où ils se montrent à coup sûr de dignes émules de leur modèle : celui de la matraque et de l'abjection policières.

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANÇON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

## SOUSCRIPTION

### PERMANENTE

1970

### LISTE N° 12

Anita, 10 ; Mario Bezon, 10 ; Café Brazil, 20 ; Mario, 10 ; Le Mans, 6 ; Lucien, 20 ; Rosa, 40 ; J.-P., 2 ; A la cantine, 3,60 ; S., 170 ; Thérèse, 100 ; Rosa, 20 ; R. et R., 170 ; Gérard, 40 ; Lucien, 30 ; Paris, I, 817,14 ; Paris novembre, 156,50 ; Les Sportifs, 2 ; Bob, 100 ; Réunion publique Paris, 328 ; Velizy, 100 ; Anita, 10 ; Rosa, 20.

Toal liste N° 12 . 3.165,24 F

Total précédent .. 21.865,31 F

Total année 1970 25.031,55 F

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing

MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

## PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Les samedis 6 et 20 février, de 15 h. à 19 h., et les dimanches 14 et 28 février, de 10 h. à 12 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris 5<sup>e</sup>, métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Les samedis 6 et 20 février, de 15 h. à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## Les fondements

### du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du "Programme communiste", aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les "socialistes d'entreprise".

Commandes au "prolétaire". Prix : 3 F.



# Les ombres du "miracle" italien

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

comme le note "La Stampa" (quotidien de Turin, lié à la Fiat), sont « habitués depuis toujours à ne rien posséder ». Ce sont les manœuvres du bâtiment livrés au travail « noir », ceux qui construisent les cités du néo-capitalisme ; ceux qui, jetés au travail sans protection et sans formation professionnelle, étendus, fournissent le contingent le plus important des accidents, victimes anonymes dont on ne peut même pas identifier le cadavre, comme cela s'est produit à Turin, grande ville d'un pays civilisé et industriel. C'est la force de travail anonyme, vouée à l'exploitation la plus bestiale. Ce sont les « émigrés » du Sud qui peuplent les bidonvilles des villes du triangle industriel Milan - Gènes - Turin. Ce sont de simples « fournisseurs de bras », comme les définit si bien "La Stampa"...

Lorsque l'émigration vers le Nord du pays n'offre même plus un espoir d'échapper au chômage chronique et à la sous-consommation permanente, reste l'espoir d'émigrer au-delà des chères frontières nationales. Dans la seule Europe occidentale, dans les pays les plus industrialisés, les Italiens émigrés sont 2.248.000, soit plus que toute la population de Milan ; 1.389.000 pour les pays du marché commun, soit plus que la population de Turin, le plus grand centre industriel. Les 500 plus grandes entreprises européennes occupent ensemble une main-d'œuvre équivalente à peine à 59 % de l'émigration italienne totale : on peut dire que le premier article d'exportation de la 7<sup>me</sup> puissance in-

dustrielle du monde est son prolétariat ! On peut imaginer ainsi de quel poids le chômage et la condamnation à émigrer pèsent sur le prolétariat italien (le ministre du travail prévoit 4.000.000 de chômeurs pour 1980 et réclame aux nations du marché commun un traitement préférentiel pour l'émigration italienne).

En France, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, dans les mines, les usines et les chantiers, les ouvriers italiens partagent le sort de leurs camarades grecs, espagnols, yougoslaves, turcs, algériens, portugais. Ce que nous avons dit de l'Italie vaut, en effet, pour l'Europe tout entière ; pour la productive Allemagne, pour la France « généreuse », pour la Belgique et la Hollande démocratiques, pour la calme Suisse. Partout où règne le Capital, partout où les hommes peinent sous l'esclavage du salariat, misère et richesse, luxe et abrutissement se mêlent en un contraste obscène. L'épouse allemande d'un ouvrier italien s'écrie que les « Gastarbeiter » sont les « nègres de l'Europe ». Dans une lettre au ministre du travail de la République Fédérale, des ouvriers espagnols écrivent : « Pour l'entreprise, c'est la production qui compte, nos conditions de vie ne l'intéressent pas. Nous sommes obligés de signer des contrats qui n'empêchent pas de nous licencier à volonté, mais qui nous interdisent de recevoir des visites. » En Rhénanie-Westphalie, 64 % des ouvriers étrangers vivent dans des maisons dépourvues d'installations hygiéniques, 40 % sont privés d'eau courante. Cologne, Hambourg et Francfort ont elles aussi leurs ghettos, habités par de véritables

flotes, tenus en marge de la société qui les entoure, condamnés à créer sans cesse la richesse qui doit les écraser encore plus.

En Italie comme ailleurs, s'ajoute à cela le trafic et la contrebande de main-d'œuvre. De véritables marchands d'ouvriers, infâmes intermédiaires qui spéculent sur la misère, le besoin et le désespoir, se chargent de louer aux patrons les « bras » dont ils ont besoin et perçoivent un pourcentage sur les salaires payés (jusqu'à 30 % !). Selon une enquête menée par le syndicat des métallos de Cologne, il y a environ 200.000 ouvriers de « contrebande » en Allemagne : le phénomène est donc suffisamment important pour n'avoir pu se développer sans la tolérance des pouvoirs publics. Les entreprises les plus modernes, qui installent leurs sièges sociaux dans des buildings prétentieux, qui louent les services d'experts en public-relations et montrent ostensiblement leurs réalisations sociales, ne dédaignent pas de s'approvisionner à ce marché parallèle des esclaves modernes.

Les émigrés sont isolés et concurrents, sauf cas limités, des ouvriers nationaux. Le capitalisme prospère et assoit sa domination sur la division et la concurrence qu'il développe au sein du prolétariat. Voilà donc l'autre face de l'Italie et de l'Europe du bien-être. Un bien-être fondé sur la surexploitation de masses humaines immenses, mais tenus en marge. Aujourd'hui, le prolétariat italien se bat dans l'isolement, usine par usine, mais il se bat avec courage et ténacité contre l'odieuse exploitation qui l'écrase. Les ouvriers français en mai-juin 1968, les grévistes « sauvages » allemands, les mineurs belges, les mineurs suédois, les électriciens et les dockers anglais ont eux aussi arraché par leur lutte un coin du voile qui dissimule l'autre face du « miracle économique ».

La crise qui se profile à l'horizon du capitalisme unira ces luttes éparpillées de la classe ouvrière internationale. Les perspectives gradualistes, réformistes, culturalistes volent en éclats. La vieille position de Marx, que nous avons toujours défendue, est confirmée par les faits : l'action précède la conscience, les incultes d'aujourd'hui sont les dépositaires de la culture de demain.

## Solidarité ouvrière et racisme

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

elle, du chômage, du "niveau de vie" difficile après tant de promesses, tant d'efforts. Le prolétariat traîne à ses pieds le boulet du capitalisme : le temps de la prise de conscience approche. Elle se fera par la transformation révolutionnaire des syndicats, la destruction des mensonges du P.C.F. et de ce parti lui-même. Dès aujourd'hui nous défendons le programme communiste intégral, nous affirmons que la distinction entre pays développés et pays

sous-développés est stérile. L'opposition fondamentale réside entre les classes bourgeoises et la classe ouvrière. Le Manifeste de 1848 disait déjà : « Ce n'est pas sans raisons que les classes dominantes tremblent devant la menace d'une révolution communiste. Les prolétaires ne risquent d'y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner ». Les chemins de la victoire passent par ceux de l'unité prolétarienne sur la base du programme communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

## La leçon des renégats...

« Au cours de la journée du vendredi 19 mars, une leçon sera faite à tous les enfants des écoles sur la Commune, en montrant à la fois son caractère national nettement opposé aux capitulars de l'époque qui pactisèrent avec l'ennemi, et son contenu social, exprimant les aspirations des masses laborieuses à l'avènement d'une société nouvelle.

« Une autre leçon sera faite le vendredi 28 mai pour exalter le sacrifice des Communards et réprouver les horreurs de la semaine sanglante. Il sera souligné, au cours de cette leçon, que la Commune de Paris empêcha le rétablissement de la monarchie et imposa le maintien de la République. » (Proposition de loi du P. C. F. pour commémorer la Commune, "l'Humanité", 26-12-70).

## ...et celle du révolutionnaire

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — constitue l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà le prolétariat français en garde contre un engouement pour l'idée nationale mensongère : de profonds changements se sont produits depuis la Grande Révolution, les antagonismes de classe se sont aggravés, et si la lutte contre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire, aujourd'hui, par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes, de classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme.

« (...) Mais malgré toutes ses fautes, la Commune est le modèle le plus grandiose du plus grandiose mouvement prolétarien du XIX<sup>me</sup> »

siècle. Marx appréciait hautement la portée historique de la Commune : si, au moment où la clique versaillaise tentait perfidement de s'emparer des armes du prolétariat parisien, les ouvriers les avaient abandonnées sans combat, le préjudice de la démoralisation que cette faiblesse eût semé dans le mouvement prolétarien eût été infiniment plus grave que les pertes subies par la classe ouvrière au combat, dans la défense de ses armes. Si lourds qu'ait été les sacrifices de la Commune, ils sont compensés par l'importance qu'elle a pour la lutte générale du prolétariat : elle a profondément remué le mouvement socialiste en Europe, elle a révélé la force de la guerre civile ; elle a dissipé les illusions patriotiques et brisé la foi naïve dans les aspirations nationales de la bourgeoisie. La Commune a appris au prolétariat européen à poser concrètement les problèmes de la révolution socialiste. » (Lénine, "les enseignements de la Commune", Oeuvres, Tome 13, p. 499-501).

# Creux et sonore : le P. S. U.

(Suite du numéro précédent)

## Tactiques et perspectives

C'est dans les « 17 thèses du P. S. U. » adoptées au congrès de Dijon en mars 69, que nous allons plonger maintenant. Sur la question du passage au socialisme un pas de plus est franchi par rapport au stalinisme. Celui-ci a affirmé la multiplicité des voies nationales, le P. S. U. va plus loin : « Il ne saurait donc y avoir de modèle unique de passage au socialisme, même à l'intérieur d'un seul pays : le mouvement de mai 68 ne correspondait pas à celui du Front Populaire de 36 » (p. 141). D'où la définition suivante de l'internationalisme : « C'est pourquoi le véritable internationalisme aujourd'hui ne comporte pas seulement la lutte contre l'impérialisme et ses serviteurs, contre la social-démocratie et son opportunisme, mais contre les séquelles du stalinisme, contre les conceptions de l'Etat-Guide et du Parti-Guide qui empêchent encore, malgré des progrès récents, nombre de partis communistes de pays non capitalistes dans le monde de jouer pleinement le rôle qui devrait être le leur dans la lutte mondiale pour le socialisme. » (p. 173).

Autrement dit, le P. S. U. prétend aider le stalinisme à se débarrasser de ce qui le distingue encore de la social-démocratie, de ce qui lui reste formellement de la conception communiste. Quant à l'U. R. S. S., le P. S. U., en empruntant le terme trotskyste de « socialisme bureaucratique » se dispense d'une analyse des rapports de production en Russie. De toutes façons, la perspective « socialiste » du P. S. U. est française : « Cette perspective implique la définition d'une stratégie économique par laquelle des pays à structure sociale différente peuvent organiser entre eux une division internationale du travail qui respecte l'autonomie d'orientation de chacun. » On ne voit vraiment pas la différence avec la coexistence pacifique chère au P. C. F. que le P. S. U. critiquait deux pages avant : « La superpuissance des U. S. A. et de l'U. R. S. S. (...) est d'autant plus dangereuse qu'elle sert abusivement de justification à certaines conceptions de la coexistence pacifique. » (p. 174). Sur le fond de la question, c'est-à-dire la compatibilité entre deux systèmes qui ne « coexistent » que parce qu'ils sont frères siamois, le P. S. U. et le P. C. F. sont d'accord, c'est sur la forme que porte la divergence. Le fondement de la coexistence, selon le P. C. F., est l'équilibre de la terreur entre les deux impérialistes en chef, la solution du P. S. U. est encore plus réactionnaire si possible : c'est le

désengagement des blocs militaires, c'est-à-dire la reprise de la théorie gaulienne d'une paix fondée sur la militarisation nationale.

Quant à la vision communiste, elle n'a que faire du pacifisme sous toutes ses formes, elle implique au contraire que la guerre de classes soit menée internationalement jusqu'à la destruction du capitalisme et avec lui du cadre national.

Le choix des alliés pose au P. S. U. le problème du P. C. F. La méthode employée pour le résoudre est toujours la même : critique des moyens, mais adhésion sur les fins. Si les moyens employés aujourd'hui par le P. C. F. au service de la trahison et de la collaboration de classe sont aussi les moyens que le prolétariat devra employer pour se libérer, alors le P. S. U. fait coup double. Ainsi sur la question syndicale : « Le P. S. U. souligne qu'il est plus que jamais nécessaire que se constitue un puissant courant socialiste parmi les travailleurs. Cela implique : l'absence de toute subordination des organisations syndicales aux partis... ». Le P. S. U. se refuse à voir que ce n'est pas dans la subordination du « Syndicat » au « Parti » que réside le mal, mais bien dans la subordination du mouvement ouvrier dans son ensemble à un parti qui a trahi les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Demain, les communistes seront à la tête des luttes, non pas par des manœuvres, mais parce qu'ils sauront faire la preuve qu'ils représentent ces intérêts fondamentaux.

Le raisonnement du P. S. U. est le même vis à vis des rapports entre l'U. R. S. S. et les partis occidentaux : c'est la subordination en « général » de partis « en général » à un état étranger « en général » qui serait la cause de leur pacifisme social : « Ils (les Russes) ont tendance à ne voir dans les autres partis communistes qu'un moyen de faire pression sur le partenaire, tant qu'ils reconnaissent la direction idéologique du premier pays à s'être débarrassé du capitalisme et ne s'engagent pas dans une lutte conséquente pour le socialisme dans leur propre pays. » (p. 173). La conclusion saute aux yeux : vivent les voies nationales ! Ou plutôt les « véritables » voies nationales, tant il est difficile de se démarquer sur ce terrain là !

A travers la critique des méthodes du P. C. F., le P. S. U. subit l'attraction idéologique du stalinisme : car en fin de compte, ce P. C. F. débarrassé de ses pratiques de « bureaucraties », de sa liaison gênante avec l'U. R. S. S., de son contrôle sur la C.G.T... c'est le P.S.U. !

## Une vieille opérette à succès : Les Saltimbanques

Au début de janvier, la "Ligue communiste" écrivait dans son organe de presse "Rouge" : « En voulant jouer le jeu de la démocratie sans lui donner un contenu de classe, le P.C.F. en vient à escamoter la dictature du prolétariat, et à créer les pires illusions sur le rôle et la fonction de la violence pour la bourgeoisie. »

Quinze jours plus tard, le même organe écrit « La Ligue communiste n'est pas indifférente à une victoire ou à une défaite, au deuxième tour, des listes à majorité P.C.F. face aux listes de la bourgeoisie. En conséquence, tout en demandant dans cette deuxième phase des garanties, dans toutes les réunions du P.C.F., quant au respect de la démocratie dans les municipalités dirigées par lui (salles de réunion pour les révolutionnaires quand ils le demandent, vente de la presse sur les marchés, etc...), la Ligue communiste appellera à voter pour ces listes ; tout en dénonçant la tactique et les alliances de ce Parti. »

Si l'on comprend bien, les positions de principe de la Ligue sur la question des élections, se réduisent aux facilités de travail (« salles de réunion ventes sur le marché ») que voudront bien leur accorder, en échange de quelques milliers de suffrages, quelques heureux élus stalinistes. On ne saurait mieux faire, en matière d'opportunisme, deux ans après avoir bramé sur l'air desampions : « ELECTIONS = TRAHISON » !!!